

CHRISTINE MESSIANT

FIN DE LA GUERRE, ENFIN, EN ANGOLA. VERS QUELLE PAIX ?

APRÈS 27 ANS DE GUERRE CIVILE EN ANGOLA, UN ACCORD A ÉTÉ SIGNÉ LE 4 AVRIL 2002, METTANT FIN AUX HOSTILITÉS, CETTE FOIS, ON PEUT L'ESPÉRER, DURABLEMENT. OUVRANT AUX ANGOLAIS UN AVENIR BOUCHÉ DEPUIS L'INDÉPENDANCE, IL PORTE CEPENDANT LES MARQUES DES VOIES PAR LESQUELLES IL EST ADVENU : NON LE CHOIX DE LA NÉGOCIATION POLITIQUE MAIS CELUI D'UNE « SOLUTION MILITAIRE » MENÉE JUSQU'À LA MORT DU CHEF DE L'UNITA JONAS SAVIMBI ; LE CHOIX D'UN ACCORD QUI SE CONCENTRE SUR LA DÉMILITARISATION NÉCESSAIRE DE LA RÉBELLION SANS METTRE EN ŒUVRE LES CONDITIONS D'UNE RÉCONCILIATION ET D'UNE DÉMOCRATISATION ESSENTIELLE AU MAINTIEN DE LA PAIX CIVILE.

Le 4 avril 2002, quelques semaines après la mort de Jonas Savimbi, un accord de cessation des hostilités est signé entre la direction militaire de l'Unita et l'état-major gouvernemental. Et l'on peut espérer que, contrairement aux précédents (Bicesse 1991, Lusaka 1994), il tiendra. Cette paix des armes est donc un événement d'une extrême importance – après vingt-sept ans d'une guerre quasi ininterrompue qui a entraîné des destructions considérables, pulvérisé et brutalisé la société, harassé une population de plus en plus prise en otage par deux forces armées luttant pour des objectifs ne concernant plus qu'une infime minorité. Elle est un immense soulagement pour les 4 millions de déplacés (un tiers de la population !), les presque 500 000 réfugiés hors frontières, les centaines de milliers de miséreux privés de moyens de vivre, agglutinés dans et autour des villes ou perdus, piégés dans des zones « grises » inaccessibles, qui vont pouvoir tenter de rentrer chez eux sur un territoire enfin ouvert. Le soulagement est d'autant plus grand que, pour la quasi-totalité des experts militaires et stratégiques, il n'y avait pas de victoire militaire possible malgré l'extrême déséquilibre des forces en faveur du gouvernement, et pour les Angolais pas d'avenir apparemment.

Cet article prétend seulement revenir sur cet événement pour jeter un premier éclairage sur les questions qui se posent : de quelle paix s'agit-il ? L'Unita survivra-t-elle ? Le régime va-t-il se transformer, à sa propre initiative ou à son



corps défendant ? La paix civile, voire militaire est-elle durablement garantie ? Quel rôle la communauté internationale, les grands partenaires étrangers vont-ils désormais prendre ? Quelles peuvent être les conséquences des évolutions possibles en Angola sur les conflits et le développement de la région ?

L'optimisme possible quant à une fin du conflit repose d'abord sur le fait que la rébellion a subi une défaite stratégique : elle n'a plus les moyens de poursuivre la guerre. Mais d'autres facteurs aussi sont essentiels : l'Unita a accepté sa démilitarisation ; elle ne s'est ni effondrée ni fragmentée, mais a été capable de maintenir la cohésion de ses dirigeants et de ses troupes pour cet abandon de la voie militaire. Pour ces deux raisons, la démilitarisation doit pouvoir être mise en œuvre par les deux camps, et cela, qui n'avait jamais été accompli jusqu'ici, est fondamental pour l'avenir de l'Angola.

En revanche, l'avenir est loin d'être assuré pour ce qui est de la réconciliation, de la justice, des droits des Angolais, voire de la paix civile : si c'est finalement bien par la « solution militaire » qu'est advenu ce résultat, inestimable, de la fin des hostilités, la voie choisie a aussi un prix, politique et humanitaire¹.

LE CHOIX DES ARMES

La dernière année de guerre a vu une course de vitesse entre deux mouvements par rapport au conflit : d'une part, celui de secteurs de plus en plus larges de la société civile et politique, regroupés autour des Églises et du Comité inter-ecclésial pour la paix (Coiepa), s'opposant à la guerre menée par les deux camps et à la « solution militaire » du gouvernement, et demandant l'ouverture de négociations avec l'Unita et l'instauration d'un dialogue national ; d'autre part celui de la direction du pays, souhaitant, selon ses termes, « annihiler militairement et politiquement » la rébellion (et si possible éliminer son chef) afin de ne pas avoir à renégocier avec elle et maintenir son pouvoir sans partage sur l'État et la société².

Il aura fallu trois ans d'un conflit particulièrement meurtrier des deux côtés pour que le gouvernement y parvienne, aidé dans son effort de guerre par des hommes d'affaires vendeurs d'armes et devenus ses mandataires, par divers pays, entreprises, banques³, et décisivement aussi par la communauté internationale en tant que telle : celle-ci a soutenu la solution militaire politiquement mais aussi pratiquement avec l'imposition de sanctions à l'Unita et leur mise en œuvre de plus en plus efficace⁴ ; et aussi, plus discrètement, par l'abandon des efforts entrepris pour fournir de l'aide à la population des zones de rébellion – en violation de ses principes élémentaires, et avec des conséquences qui apparaissent aujourd'hui dramatiquement alors que sortent des zones grises les rescapés décharnés et hagards des derniers mois d'offensive.

Politique africaine

185 *Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ?*

L'option militaire a été maintenue même après les importantes victoires de l'automne 1999 qui avaient cassé la capacité militaire conventionnelle de l'Unita, en dépit des déclarations, à l'été 2000, du chef d'état-major des Forces armées angolaises (FAA) estimant que le travail des militaires était terminé et que les politiques devaient désormais prendre le relais ; elle l'a été, surtout, contre un mouvement pour la paix qui n'a cessé de gagner en ampleur et en crédibilité. Alors que l'Unita, de plus en plus isolée et affaiblie, recourait davantage à des actions de terreur contre des civils, multipliait les raptés et les pillages, la guerre était considérablement intensifiée du côté du gouvernement. Celui-ci a pu entreprendre dans l'Est, à partir de l'été 2001 surtout, après une quasi-fermeture de la frontière zambienne, une politique systématique de terre brûlée visant à « priver le poisson de son eau » – dans la dernière période, en déportant les populations assurant la survie de la guérilla, amenées autour des villes contrôlées, puis déposées sans ressources au milieu de nulle part où des milliers de personnes ont trouvé la mort.

Des voix se sont peu à peu élevées, dans le silence international, pour dénoncer l'instrumentalisation des populations par les belligérants, et le Mouvement pour la paix autour du Coiepa a même fini par devenir audible auprès de certaines instances internationales, jusqu'à trouver des répondants extérieurs respectés pour reprendre le dialogue⁵. L'Unita, face à la dégradation de sa position, et en présence d'un mouvement qui, sans appuyer ni sa politique ni sa guerre, soutenait cependant la discussion avec elle d'une solution politique, cherchait elle-même à négocier – sans réponse cependant d'une Onu qui ne la connaissait plus. L'inaction de la communauté

1. Voir notamment les rapports de Médecins sans frontières, l'interview de T. Allafort et l'éditorial dans *Le Monde* du 18 mai 2002.

2. Pour tout ce qui concerne les événements jusqu'au début 2001, les éléments de la situation déjà en place alors, et les références, voir C. Messiant, « Angola, une "victoire" sans fin ? Une "petite guerre" dans "l'endroit le plus excitant au monde" », *Politique africaine*, n° 81, mars 2001, pp. 143-161. Pour la dynamique de retour à la guerre, Human Rights Watch, *Angola Unravels*, New York, HRW, 1999.

3. Voir les rapports de l'organisation Global Witness sur leur site (www.globalwitness.org), notamment le dernier, *All the President's Men. The Devastating Story of Oil and Banking in Angola's Privatised War*, publié en mars 2002.

4. Sur cette politique de l'Onu, voir C. Messiant, « Angola : des alliances de la guerre froide à la juridisation du conflit », in P. Hassner et R. Marchal (dir.), *La Guerre entre le global et le local*, Paris, L'Harmattan, à paraître.

5. Le Coiepa était enfin entendu, au moins au Parlement européen où son président, l'évêque catholique Dom Kamuenho, se voyait le 12 décembre attribuer le prix Sakharov, et il décidait alors de rompre le boycott maintenu autour de l'Unita et d'engager des contacts avec elle ; la communauté San Egidio, qui jusque-là désespérait de pouvoir contribuer à la paix dans ce pays, reprenait des contacts préliminaires avec les deux parties.



internationale devenait plus patente et l'option guerrière de plus en plus difficile à avaliser. Certains des pays qui avaient choisi de « donner une chance à la guerre » du gouvernement s'impatientaient, d'autant plus qu'ils étaient désormais davantage impliqués dans la région, notamment pour mettre un terme à la grande guerre en RDC – par des moyens plus pacifiques que ceux qu'ils « accompagnaient » en Angola. Les déclarations de responsables étrangers, d'envoyés de l'Onu s'infléchissaient alors pour reconnaître qu'il fallait sortir de la guerre par une solution politique « sur la base » du protocole de Lusaka (de 1994), mais en l'amendant pour prendre en compte certaines demandes de la rébellion, faire place aux aspirations exprimées par les forces civiles et associer celles-ci à la définition de l'avenir de l'Angola.

C'est dans ce contexte d'un vacillement de certains soutiens que le gouvernement a fait le choix de l'effort militaire final pour l'« annihilation » de son ennemi, et que ce choix a réussi : fin 2001, la multiplication de captures, désertions, redditions de populations, de soldats puis d'officiers de la rébellion sortis titubants et faméliques des zones de combat témoignait déjà de la violence de cette offensive. Et c'est quand les colonnes de dirigeants de l'Unita se trouvèrent, en décembre 2001, en ligne de mire des FAA que le président angolais, José Eduardo dos Santos, énonça – en même temps qu'il autorisait la communauté internationale à « reprendre contact » avec l'Unita – les « trois scénarios » possibles pour Savimbi : la capture, le « retour au protocole de Lusaka » sous forme de reddition, ou la mort. C'est ainsi, alors que le gouvernement se sent en mesure de garantir à ses alliés que la victoire est vraiment, cette fois, au bout du fusil, et à la demande du président angolais, que l'Onu et la troïka (USA, Russie, Portugal) se remobilisent. Elles le font lentement, mais entendent dès lors remettre le processus dans des mains plus idoines que celles qui y avaient œuvré solitairement jusqu'alors.

La mort de Jonas Savimbi survient le 22 février, officiellement « en combat ». Elle était recherchée, avec des soutiens internationaux discrets, comme un objectif à part entière, et fait partie de la défaite stratégique subie par la rébellion. Que le chef de l'Unita ait constitué depuis l'indépendance un obstacle à la paix, qu'il ait toujours misé sur la force armée pour atteindre ses objectifs est indéniable. Il n'était cependant pas, dans cette conjoncture, le principal obstacle à la reprise du processus, qu'il recherchait au contraire. On ne peut ainsi pas dire que la négociation n'a été possible que grâce à sa mort, mais bien plutôt que le gouvernement n'a pas voulu arrêter son offensive avant de l'avoir éliminé : nul ne pouvait parier que Savimbi n'aurait pas utilisé le répit d'un nouvel accord pour retourner une fois encore le sort des armes ; il n'était pas sûr qu'il accepterait les conditions léonines que le gouvernement entendait imposer ; mais il était aussi impensable pour le président

Politique africaine

187 *Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ?*

angolais de traiter avec Savimbi alors qu'il en avait fait un criminel de guerre, le « seul responsable » de la guerre et de tous les maux de l'Angola, et celui qui refusait de négocier.

C'est en tout état de cause une victoire irréfutable qui était recherchée sur l'« Unita belliciste » – et la mort de son chef despotique et charismatique, après celle d'autres dirigeants, en constitue une à l'évidence, avec son effet de désorganisation et de démoralisation. Quant aux formes souhaitables de consécration de cette victoire (poursuite de l'offensive vers l'« annihilation », capitulation sèche, accord de paix), elles sont restées en débat jusqu'après le passage du président angolais à Washington, où il déclarait encore « absurde » la proclamation d'un cessez-le-feu.

L'ESPRIT DU PLAN DE PAIX : LES MOTS ET LES CHOSES

Ayant poursuivi avec ténacité l'« annihilation militaire et politique » de son ennemi, et ayant remporté une victoire sur le terrain malgré les augures, le gouvernement entend capitaliser sa victoire : en s'assurant le contrôle le plus grand possible sur un processus de paix vidé de sa substance et réduit pour l'essentiel à l'objectif poursuivi par la guerre – la démilitarisation de l'Unita –, et notamment par l'absence de toute négociation politique véritable.

C'est, avalisée par le président, la « déclaration du gouvernement » du 13 mars, trois semaines après la mort de Savimbi, qui constitue son plan de marche. Le gouvernement choisit de ne pas discuter avec la branche politique de l'Unita fidèle à Savimbi, dite « belliciste », un accord politique et militaire, mais seulement d'abord, avec les seuls commandants rebelles sur le terrain, un accord qui ne porte que sur les questions militaires. Négocié dans l'opacité, et dans de très étroites limites étant donné l'extrême vulnérabilité des interlocuteurs du gouvernement⁶, ce mémorandum accepté dès le 30 mars dans l'Est et signé à Luanda le 4 avril organise, conformément au protocole de Lusaka dont il est dit « complémentaire », la démilitarisation et le désarmement de la rébellion. Il modifie cependant notablement certains contenus et mandats de l'accord de 1994, dans le sens d'une maîtrise quasi complète de l'ensemble de l'organisation, de la logistique, du contrôle, de l'observation, même, de cette phase par les seuls gouvernement et FAA, en sus de la Commission militaire mixte où siègent les deux forces militaires : il relègue dans les marges, les cantonnant à des fonctions d'assistance technique, l'Onu

6. Certains s'étaient « présentés », certains étaient déjà prisonniers, les autres en état de faiblesse (physique parfois) insigne, et ils furent tenus dans l'isolement des dirigeants de leur mouvement à l'étranger et à Luanda.



– normalement présidente de l'organe recteur du processus – et la troïka, qu'il ne sollicite en fait, aux côtés des ONG et des Églises, que pour les questions humanitaires. Il n'est ainsi prévu ni contrôle national, ni contrôle civil, ni contrôle international sur le processus de neuf mois devant aboutir à la démobilisation des quelque 50 000 militaires reconnus à la rébellion. Le désarmement ne concerne en outre que la seule Unita – l'accord ne dit mot des forces organisées de la Défense civile du gouvernement, ni de la population qui a été massivement armée. Le mémorandum ne prévoit de surcroît l'intégration à l'armée nationale que d'un dixième des effectifs de l'Unita. Alors que près de 50 000 hommes doivent, ainsi, être intégrés à la « société civile » – certes avec l'aide de la communauté internationale, mais avec des moyens et dans des modalités qui restent à définir –, l'ensemble des forces de l'ordre angolaises, des milices aux polices et à l'armée, qui ont toutes été engagées dans la lutte « finale » contre l'ennemi, sont avec cet accord consacrées dans leur composition partisane. La nouvelle amnistie est bien, dans le mémorandum, le « point unique » de la réconciliation. Elle ne concerne que le conflit entre les deux belligérants, à l'exclusion des organisations armées de Cabinda, où aucune initiative en faveur d'une cessation des hostilités n'est entamée.

Avec le consentement de l'Unita « belliciste » – non seulement le chef d'état-major des « Forces militaires de l'Unita », le général Muengo « Kamorteiro » qui a signé l'accord, mais aussi la « Commission de gestion » mise sur pied autour des dirigeants survivants sous la direction du secrétaire général Paulo Lukamba « Gato » –, c'est donc bien le retour pur et simple par l'Unita au protocole de Lusaka qui est acquis, tandis que les termes en matière d'intégration militaire sont plus drastiques et que le contrôle du gouvernement sur tout le processus est renforcé, libéré notamment d'éventuelles entraves internationales.

Seulement militaire, l'accord évoque cependant ce qui doit venir ensuite : les questions politiques. Mais c'est pour renvoyer sur ce point à la déclaration gouvernementale et la renforcer, ainsi avalisée par « l'autre partie », dans l'exclusion de toute négociation, dialogue, « solution politique ». Il est seulement fait état, à propos de ces questions politiques – également qualifiées, symptomatiquement, d'« administratives » –, de respect strict du protocole de Lusaka, et plus précisément de « conclusion de l'application » de ses clauses, c'est-à-dire, selon le gouvernement, l'attribution à l'Unita des postes prévus dans l'État.

En « échange » de sa démilitarisation, l'Unita ne « gagne » donc logiquement rien de ce qu'elle avait espéré renégocier à la force des armes sur le plan politique. Plus généralement, c'est bien l'objectif politique premier du gouvernement qui est entériné : le refus de toute négociation pouvant tenir compte, non seulement de revendications de la rébellion, mais aussi, surtout, de la

Politique africaine

189 *Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ?*

nécessité de débattre des facteurs politiques, économiques, sociaux d'une crise nationale profonde qui ne peut être réduite à la responsabilité de l'Unita et de la guerre. Une crise qui exige ce que la communauté internationale prône pour sortir des conflits ailleurs qu'en Angola : un « dialogue national sans exclusive ». C'est cela qui était en jeu avec le Mouvement pour la paix, qui n'a pu gagner de force que parce qu'il se fondait sur la nécessité, pour construire une paix juste et durable, de remettre en cause la gestion du pouvoir, et qui est ainsi le premier « dégât » de la victoire de la « chance donnée à la guerre ».

Par rapport au relatif ébranlement des soutiens à la solution militaire de la part d'alliés étrangers et de la communauté internationale, la victoire vient « remettre les pendules à l'heure » : il n'y a rien à négocier, avec personne. Les velléités naguère exprimées de renégociation et de dialogue sont enterrées sans cérémonie. En repoussant à l'achèvement de la phase militaire une « phase politique » réduite à la cooptation de dirigeants de l'Unita aux charges et aux bénéfices du pouvoir, c'est bien la nécessité de mettre en œuvre une transition à la paix, de départidariser et de démocratiser l'État, ainsi que la direction du pays, jusqu'aux élections – afin que celles-ci puissent être « justes et libres » – qui est escamotée dans le plan du gouvernement. Il s'agit de refermer sans autre forme de procès la page sur un conflit de trente ans, en retrouvant simplement toute sa souveraineté et son autorité, désormais inentamées militairement ou politiquement.

Le mémorandum du 4 avril, pacte de « simple démilitarisation » sans accord politique, va cependant être célébré hautement comme « la paix », la « paix des braves », celle « qui n'a qu'un vainqueur » – le peuple angolais –, dans une unanimité manifestement suggérée aux commentateurs. Elle le sera immédiatement dans la rue, le lendemain même de la signature, à l'initiative du régime et notamment d'organisations proches de la présidence. L'accord est, ainsi, « requalifié », et la paix en quelque sorte préemptée : lors des précédents accords, les Églises avaient organisé les marches pour saluer la paix ; cette fois – la première pourtant où elles s'étaient mobilisées activement pour la faire advenir –, ce ne sont pas elles mais le camp vainqueur qui convie la population à célébrer.

L'exemplarité de cet accord tient au fait qu'il s'agit d'un accord conclu entre Angolais, d'une « solution africaine aux problèmes africains ». Il l'est bien, et l'on ne pourrait s'en plaindre *a priori* tant le passif de l'intervention internationale en Angola est lourd : il témoigne d'une volonté enfin réelle, semble-t-il, des deux camps de baisser les armes. Mais il s'agit aussi d'un accord particulièrement « asymétrique », clairement d'un accord entre vainqueur et vaincu. En l'occurrence, l'absence de médiation et de garantie internationale, la relégation dans les marges de l'Onu et de la troïka (qui, même si elles



devaient « reconquérir » une place dans la phase politique à venir, n'y peuvent tenir qu'un rôle décoratif étant donné le contenu tout administratif de l'accord) ne signifient en aucune manière que « les Angolais » discutent librement de leurs problèmes dans un dialogue « inclusif », mais viennent au contraire renforcer le contrôle et la maîtrise du gouvernement au détriment de « tous les autres », nationaux ou étrangers. L'un des gains, pour le parti au pouvoir, de l'option militaire (soutenue par la communauté internationale) est même d'avoir su capitaliser, pour renforcer son contrôle sur le processus, le grand discrédit de l'Onu – auprès des Angolais en général, mais aussi de la rébellion, sanctionnée et ostracisée, et du mouvement qui contestait l'option militaire, ignoré dans ses appels par l'Onu.

Mais le gouvernement n'est pas le seul à avoir intérêt à l'habillage du mémorandum en accord de paix « sans vainqueur ni vaincu ». Cette rhétorique est également importante pour les Forces armées et la Commission de gestion de l'Unita, qui y gagnent une minimisation de leur défaite. Et elle satisfait au mieux la communauté internationale, qui aurait été mal à l'aise si son soutien à l'« effort de paix » du gouvernement s'était terminé par la poursuite des éliminations physiques ou même par une reddition sans phrases. Elle peut sous un tel langage faire valoir sa propre contribution à la paix, et y trouve de surcroît, l'accord étant désormais dans les mains des Angolais, une possibilité de se défaire de ses responsabilités.

L'UNITA SANS SAVIMBI

Ayant évité, en signant l'accord, une « annihilation » ou une reddition humiliante, et malgré la défaite stratégique qu'ont constituée la mort de Savimbi et la défaite militaire des colonnes où se trouvaient ses principaux dirigeants, l'Unita ne s'est pas effondrée politiquement ni même militairement, ni ne s'est fragmentée en groupes armés de prédateurs et de seigneurs de guerre. Elle a été capable d'envoyer dans l'ordre et massivement ses soldats – plus de 65 000 hommes alors que 50 000 étaient attendus – et leurs familles dans les cantonnements ouverts. Elle a manifesté qu'elle était restée, malgré la cruauté de sa guerre, le despotisme de son chef, une organisation politique qui pouvait exister sans lui.

L'acceptation du mémorandum lui a permis de se préserver. Cette Unita qui avait repris les armes (l'« Unita belliciste ») a même été capable de se reconstituer politiquement au-delà des partisans de la voie militaire : ce ne sont pas seulement les dirigeants extérieurs (directement liés à la direction de Savimbi) et les députés radicaux du mouvement qui se sont ralliés à la Commission de gestion présidée par Gato, mais 80 % des parlementaires

Politique africaine

191 *Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ?*

de l'Unita, dont des dirigeants importants qui avaient pris leur distance, et certains qui avaient publiquement rompu avec Savimbi en 1998.

La reconversion toute neuve à la lutte pacifique des dirigeants de l'Unita qui arrivent aujourd'hui à Luanda ne suffit pas à garantir qu'ils aient abandonné la vision foncièrement antidémocratique du pouvoir et la forte tendance hégémonique, très autoritaire, qui sont des caractéristiques originelles de l'organisation dirigée par Jonas Savimbi. Et cela ne facilitera pas les efforts de réunification. La recomposition, à partir de ses différents secteurs et strates, d'un large mouvement politique se réclamant de l'Unita historique n'est pas assurée, étant donné l'histoire violente du mouvement, l'ampleur de la répression dans ses rangs, l'hétérogénéité des trajectoires et la divergence des choix faits à l'occasion de dissidences ou de départs successifs. L'Unita a besoin pour survivre – et, surtout, pour être un acteur positif de l'avenir de l'Angola – d'une véritable révolution culturelle. Il est possible que l'expérience d'activité légale qu'ont acquise certains de ses dirigeants et les conditions dans lesquelles elle va devoir inscrire désormais son action favorisent une telle reconversion (comme cela a été le cas, après l'abandon de la lutte armée, pour le FNLA). On peut noter une volonté forte d'affirmation d'une identité, d'une « famille⁷ » de l'Unita, qui rassemble au-delà d'itinéraires et de positions très contrastés. Mais les incertitudes, les doutes liés à la nature et à l'histoire de l'organisation ne constituent pas aujourd'hui l'essentiel du problème, surdéterminées que sont ces questions intérieures par le cadre dans lequel elles s'inscrivent, marqué par la force d'enjeux de survie et de pouvoir qui se posent de façon très immédiate.

La dissidence de l'Unita dite « rénovée », dont le gouvernement avait soutenu la création à l'aube de son offensive de 1998 et qu'il avait légalisée, subventionnée, fait reconnaître par certains pays amis et promue son « seul interlocuteur » pour l'application du protocole de Lusaka, s'est vite révélée un échec politique. Comme pour les dissidences précédentes qui pouvaient avoir exprimé des aspirations pacifiques et démocratiques, cet échec était inscrit dans sa totale dépendance du pouvoir, et dans l'instrumentalisation sans nuance dont elle a été l'objet consentant, de surcroît au service de l'option guerrière. Avec la « promotion » de la Commission de gestion, la faiblesse de son crédit auprès des cadres de l'Unita à Luanda est patente, et elle se retrouve déstabilisée. Mais elle reste une pièce importante de la stratégie du gouvernement pour affaiblir la Commission de gestion, ne pas permettre d'unification

7. Voir, sur l'importance de cette réalité pour le MPLA, et seulement pour lui jusqu'ici, C. Messiant, « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition. I^{re} partie », *Lusotopie*, n° 1-2, 1994, pp. 155-210.



ou neutraliser l'opposition politique que l'Unita peut représenter, d'autant plus que les dirigeants de la « Rénovée » ont beaucoup à perdre. Le mémorandum d'accord incite en effet les militants de l'Unita à trouver « en toute liberté et sans interférence » leur unité et leur direction, afin que leur parti prenne son « indispensable place » dans le processus de paix. Mais, outre le fait que, devant la résistance du gouvernement, l'Onu n'a finalement levé (suspendu seulement, pour trois mois) les sanctions pesant sur les déplacements des dirigeants de l'Unita, donc sur leur liberté de mouvement et d'organisation politique, qu'après presque deux mois, c'est bien le gouvernement qui a toutes les cartes (et les deux Unita) en mains, dès lors que la Commission de gestion n'a pas vraiment d'existence légale, n'a plus les moyens militaires de peser sur le cours des choses et n'a pas non plus, dans l'économie politique angolaise, d'autonomie financière⁸.

Si le Tribunal suprême, sollicité, s'est gardé de trancher sur l'identité du « légitime représentant » de l'Unita, c'est l'Unita renouée qui est jusqu'ici reconnue – avec, afférents à cette reconnaissance, les moyens de la survie : les subventions, postes, sièges du parti, biens immobiliers, ou encore la licence de diriger le groupe parlementaire en étant minoritaire en son sein, et sans compter les facilités économiques non officielles mais essentielles qu'accorde le régime selon l'intérêt qu'il y trouve. La nature même du « processus politique » à venir – l'attribution des postes prévus dans le protocole de Lusaka non encore attribués, mais aussi, sans doute, la concession en marge du « processus » de « bases économiques » (sous forme d'entreprises, de mines, etc.) – va grandement peser : d'autant qu'elle peut si c'est le choix du gouvernement remettre en cause les « distributions » déjà opérées en faveur de l'Unita renouée (des ministères et des ambassades aux administrations locales, voire aux places de députés), elle vient accroître la marge de manœuvre dont bénéficie le pouvoir pour mettre en œuvre la politique de cooptation-neutralisation qui est au cœur de sa stratégie d'hégémonie depuis son abandon du parti unique.

Il y a là un obstacle sérieux à l'unification de l'Unita lors d'un congrès qui doit lui donner une direction et une place dans « le processus », et à son développement comme force politique alternative. Elle semble cependant en mesure, malgré son lourd passif de pouvoir armé dominant sans partage ni états d'âme, de rassembler autour d'elle un courant politique, et de nouer des alliances avec des partis civils (le FNLA notamment, mais pas seulement) qui soit partagent des aspects importants (culturels, voire ethniques, raciaux) de sa vision des problèmes nationaux⁹, soit convergent dans l'opposition au pouvoir du MPLA, soit remettent en cause la nature de ce pouvoir. Avec ses 70 parlementaires, elle retrouve en fait, par cette paix sans solution politique

Politique africaine

193 *Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ?*

même bipolarisée, le lot commun de l'opposition civile dans le régime angolais tel qu'il s'est structuré comme parti-État depuis sa victoire électorale de 1992 à la faveur de la guerre, et tel qu'il entend se maintenir dans la paix.

« DEMOCRACY AND BUSINESS AS USUAL »

La perspective enfin réelle d'une situation de paix, ni armée ni menacée, bien inestimable pour le pays et les Angolais, ouvre au gouvernement la possibilité d'opérer un tournant et de lever les plus criantes des « insuffisances » de sa démocratie, dont il imputait la responsabilité à la guerre. Mais elle comporte aussi des incertitudes, et même des risques pour le régime.

Le MPLA pourrait saisir cette chance, dans la position incontestablement dominante qu'il occupe, pour tourner la page de l'arbitraire de l'État-parti. Il pourrait désormais employer ses considérables ressources – celles que lui apportera toujours plus son pétrole, que lui apportent déjà et peuvent lui apporter davantage les diamants, et celles d'une économie potentiellement très diversifiée et riche – non plus aux dépenses militaires, à la grande corruption et à l'accaparement des ressources, mais à une reconstruction dont le principal objectif serait de « résoudre les problèmes du peuple » (slogan originel du parti). Il s'agit évidemment d'une tâche immense, mais il pourrait compter sur l'aide de la communauté internationale comme de très nombreux partenaires intéressés au développement de l'Angola. Dès lors, le pays pourrait prendre une place éminente dans la région en tirant un profit pacifique et progressiste de sa position charnière entre Afrique australe et Afrique centrale.

Cela impliquerait, intérieurement, la mobilisation de tous, et donc une politique de réconciliation et une ouverture démocratique qui permettent la discussion, par l'ensemble de la nation, des grands objectifs nationaux, où les choix du gouvernement pourraient être contestés, les comptes de l'État rendus publics, afin que les intérêts nationaux puissent prévaloir sur les intérêts partisans.

Mais ce n'est pas dans cette voie que s'engage le gouvernement. La guerre a été une donnée essentielle de la constitution du régime et de son maintien, de l'évolution qu'il a connue. Après l'adoption d'institutions démocratiques

8. Reste la question de « l'argent des diamants », mais il est impossible aujourd'hui de savoir si [en substance] « il a été totalement utilisé pour l'effort de guerre, sinon pour ce que Savimbi en aurait gardé sur lui, qui aurait été capturé, tandis que les comptes de l'Unita bloqués à l'étranger par l'Onu étaient vides » (thèse de l'Unita), ou si cet argent existe encore, sous forme d'un trésor de guerre dont la possession opposerait les dirigeants (thèse de certains analystes sud-africains par exemple), le gouvernement étant jusqu'ici resté muet sur la question.

9. Voir C. Messiant, « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition... », art. cit.



en 1991-1992, elle a été le grand garant de l'impunité d'un pouvoir hégémonique prédateur, socialement inique, et arbitraire. Et ce sont à la fois l'hégémonie, la cohésion du régime, et son impunité, qui risquent d'être ébranlées par la paix : par l'obligation de desserrer les contraintes sécuritaires, par la levée de la peur et la libération d'un mécontentement social jusqu'alors contenu mais puissant, d'oppositions politiques auparavant neutralisées (hors du parti dominant) ou gelées (en son sein), des fortes tensions résultant de rivalités économiques et factionnelles encore avivées par la déstabilisation qu'introduit la paix dans les positions des différents groupes appartenant au pouvoir – et même peut-être, désormais, par les pressions d'une communauté internationale qui, jusqu'ici occupée à soutenir le gouvernement légal dans sa guerre contre l'Unita, avait choisi de faire l'impasse sur la nature du régime, la déclarant « inessentielle » dans le conflit.

C'est bien pourtant la nature du régime qui est en jeu aujourd'hui, celle de son économie politique et, au cœur de celle-ci, la question sociale et celle de la démocratie. Or, en poursuivant la voie militaire et en capitalisant sa victoire, le parti au pouvoir a choisi au contraire par cet accord sans débat ni dialogue national d'asseoir sa position par rapport à « tous les autres » (Unita, opposition politique et société civile, acteurs internationaux), de ne pas engager d'ouverture « réconciliatrice » ou démocratique, mais de poursuivre au contraire un verrouillage politique au profit du maintien du *statu quo*.

Cette fermeture du champ et du jeu politique, le renforcement des conditions de son fonctionnement comme parti-État, au besoin en violation de sa légalité, doivent lui permettre de gagner des élections dont il entend contrôler le calendrier et les modalités, de maintenir l'impunité de la prédation opérée au sommet de l'État, autour de la présidence (quitte à prendre, à son gré, des mesures contre certains dirigeants corrompus), l'arbitraire et l'opacité dans la gestion des fonds, de garantir le renforcement déjà très engagé de l'emprise de la nomenclature sur tous les grands secteurs privés, souvent en partenariat avec des intérêts étrangers – toutes pratiques que cache ou avalise la façade démocratique et que protège sa majorité absolue au Parlement. Le parti au pouvoir a en effet besoin à la fois d'une légalité qu'il soit en mesure de définir seul, et de l'ignorance, voire de la subversion de la légalité que lui permet sa domination des institutions et de la société.

Aussi, sous la houlette de son président, entend-il, de la même manière qu'il l'a fait, en matière d'accord de paix, avec le mémorandum à l'égard à la fois des internationaux et des autres, rester seul maître du jeu, maintenir intact l'édifice social et politique qu'il domine et le réadapter lui-même à la nouvelle situation – en faisant les concessions nécessaires aux pressions de ses alliés pour la « bonne gouvernance », mais sans remise en cause du système

Politique africaine**195** *Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ?*

clientéliste qui court-circuite dans les faits les fonctionnements démocratiques. Il pense pouvoir compter pour cela sur l'importance des intérêts économiques et stratégiques qui le lient à nombre de pays, de multinationales, de grandes puissances qui voient dans l'Angola un « partenaire stratégique » – du fait de l'intérêt renforcé de son pétrole dans la nouvelle période, de sa puissance militaire et du rôle qu'elle lui assure dans la région. Il pense pouvoir compter aussi sur sa capacité à assurer une redistribution suffisante aux intérêts politiques, économiques et militaires dont il a besoin pour assurer un ordre social et politique sur lequel il garde la haute main.

UN DÉFI À PERDRE OU À GAGNER

C'est pourtant la possibilité de la transformation de ce régime qui est cruciale pour l'avenir social et démocratique des Angolais. Elle l'est pour que soit mis un terme à une confiscation des richesses et des droits qui ne s'est nullement adoucie, pour le maintien durable de la paix civile – afin que les millions de déplacés, de miséreux, les démobilisés du gouvernement ou les soldats de l'Unita qui vont être « réinsérés dans la vie sociale et sur le marché du travail » ne voient pas, comme les hommes qui vont rester légalement ou non armés, d'autre salut que dans le pillage et le racket, mettant dès lors en cause le bien essentiel que peut amener la paix aux Angolais : leur sécurité vitale. Elle l'est pour que soit évitée à plus ou moins long terme, à plus ou moins grande échelle une remilitarisation de conflits sociaux ou politiques qui, ne trouvant pas de débouché démocratique, risqueraient de prendre des formes miliciennes ou identitaires. Elle l'est pour que la puissance angolaise soit utilisée dans la région à des pacifications civiles et militaires et non à l'imposition, sur la base de la force, de « paix des vainqueurs ». La paix juste et durable en Angola nécessite non le retour à la « normalité » du pouvoir mais, sous une forme ou une autre, une véritable « transition démocratique ». Des forces existent, sociales, civiques, politiques. Elles se sont mises en mouvement déjà, malgré tous les obstacles de la guerre, hors du MPLA, mais elles pourraient le faire aussi au sein du parti au pouvoir ; elles peuvent contribuer à la démocratisation et à la recomposition politique nécessaires à cette transition. Soutenir cette mobilisation est capital pour l'avenir. La communauté internationale a en cette matière une responsabilité dont elle ne peut se défaire en célébrant la paix libre entre Angolais.

Christine Messiant
CEA-EHESS